SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 13 AVRIL 1858.

Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à l'érection de la commune de Grupont.

(Voir les Nos 108 et 128 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. CORBISIER, DE PITTEURS-HIEGAERTS, DE RASSE, le comte DE RIBAUCCOURT, HANSENS-HAP et D'OMALIUS D'HALLOY, président-rapporteur.

MESSIEURS,

L'administration du Luxembourg avait pris pour principe, sous le Gouvernement précédent, de réduire le nombre des communes. Cette manière de voir pouvait se justifier, non-seulement par la simplification qui en résultait pour les autorités supérieures, mais aussi par le peu d'importance d'un grand nombre de ces communes, et par la difficulté d'y trouver des hommes capables de composer l'administration communale. Elle a cependant donné lieu à beaucoup de plaintes, dont on peut difficilement se faire une idée lorsque l'on ne connaît que les parties fertiles du royaume.

En effet, dans ces dernières contrées, qui sont en général couvertes de maisons isolées, la commune n'est pour ainsi dire connue des habitants que pour les relations avec l'autorité, car souvent des maisons ressortissant à deux communes différentes ne sont séparées que par une rue ou par un chemin. En Ardenne, au contraire, il n'y a presque pas de maisons isolées, les rares habitations sont concentrées dans de petits villages éloignés les uns des autres, possédant des biens communaux qui leur sont propres, et dont les habitants ne connaissent, en quelque manière, leurs voisins que par des discussions de pâturage et par des rivalités locales.

Or, lorsque plusieurs de ces villages, sont réunis pour former une même commune, — et c'est ce qui a lieu le plus ordinairement, — ces rivalités ont un motif de plus par l'idée que la majorité de l'administration communale sacrifie les intérêts de l'un au profit de l'autre.

Ces considérations préliminaires vous feront concevoir, Messieurs, comment il est possible que l'on vous propose d'ériger en commune un territoire qui n'a que 193 habitants ; mais indépendamment des motifs généraux qui viennent d'être indiqués, et des difficultés de communications qui existent entre Masbourg et Grupont, ce dernier village, maintenant traversé par une

(2)

belle route et allant jouir bientôt des avantages d'une station du chemin de fer, est appelé à devenir beaucoup plus important et a déjà fait assez de progrès, pour qu'il y existe onze électeurs.

Il est à remarquer aussi que Grupont, possédant un revenu de 2,465 fr., et Masbourg, un revenu de 1,650 fr. provenant du produit de leurs biens communaux, les deux communes pourront facilement faire face à toutes les dépenses administratives sans être obligées de recourir au moyen si onéreux des taxes locales. Ces considérations sont cause que la demande formée par les habitants de Grupont, à l'effet d'obtenir le rétablissement de leur commune, a été accueillie favorablement par le conseil communal de Masbourg, par le conseil provincial du Luxembourg, par le Gouvernement et par la Chambre des Représentants ; il n'y a que le commissaire de l'arrondissement de Marche qui s'y soit opposé ; mais il est probable que cette opposition est motivée par la crainte de voir l'exemple devenir contagieux plutôt que par le surcroît de travail que lui occasionnerait une commune de plus, à quoi l'on peut répondre que toutes les communes supprimées dans le Luxembourg ne peuvent se flatter de l'avenir brillant qui s'annonce pour celle de Grupont. Aussi, quoique plusieurs membres de votre Commission de l'Intérieur soient, en règle générale, opposés aux érections de nouvelles communes, la Commission, à l'unanimité des membres présents, a l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi.

Le Président-Rapporteur,
J.-J. D'OMALIUS.